

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la coordination et des procédures
DDT/SEEF/BCP/BDE/CC
n°

N° 1 8 1

ARRETE
de mise en demeure à l'encontre de la société
à SRA SAVAC à TOULOUSE, 8 impasse
Didier Daurat.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 1992 autorisant la société ADES à exploiter à TOULOUSE, 8 impasse Didier Daurat, un centre de transit de déchets industriels provenant d'installations classées et un dépôt aérien de liquides inflammables,

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 16 mars 2000 délivré à la société SOPREDIS qui succède à la société ADES,

Vu le récépissé de cessation d'activité de stockage de déchets souillés au PCB et PCT du 21 juillet 2000 délivré à la société SOPREDIS ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 9 novembre 2000 délivré à la société SAS WATCO Ecoservice qui succède à la société SOPREDIS ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 15 avril 2002 délivré à la société SRA SAVAC pour l'exploitation du centre de regroupement et de prétraitement eau-hydrocarbures qui succède à la société SEARMIP ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 14 octobre 2003 délivré à la société SRA SAVAC qui succède à la société SAS WATCO Ecoservice ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 24 novembre 2010 suite à sa visite du 17 novembre 2010 ;

Considérant que la société SRA SAVAC ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 août 1992;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

A R R E T E

ARTICLE 1er – Dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, la société SRA SAVAC est mise en demeure, pour les installations exploitées 8 impasse Didier Daurat, sur le territoire de la commune de TOULOUSE, de respecter:

- les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 1992, en vérifiant que les effluents rejetés dans le réseau d'eaux pluviales sont conformes aux valeurs limites fixées suivantes :

- MES < 500 mg/l,
- DBO5 < 500 mg/l,
- DCO < 500 mg/l,
- Hydrocarbures < 20mg/l,
- Chrome hexavalent < 0,1 mg/l,
- Cadmium < 3 mg/l,
- Cyanures oxydables par le chlore < 1 mg/l,
- Phénols < 0,5 mg/l,
- Métaux < 15 mg/l.

Ces analyses devront être réalisées annuellement par un laboratoire agréé pour la mesure des différents paramètres.

- les dispositions de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 1992, en mettant en place une rétention au niveau du stockage des hydrocarbures issus de l'installation de traitement des eaux hydrocarburées.

- les dispositions des articles 6.2.2 et 6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 1992, en déterminant les zones à risques d'incendie et les zones à risque d'explosion et en établissant un plan de ces zones ;

- les dispositions de l'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 18 août 1992, en affichant dans les zones à risque d'incendie les consignes d'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme ;

- les dispositions de l'article 6.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18 août 1992, en affichant dans les zones à risque d'explosion les consignes d'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec un feu nu. Au niveau de l'installation de traitement des eaux par électro-coagulation, la consigne d'interdiction d'approcher un outil métallique de l'installation en fonctionnement devra également être affichée.

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société SRA SAVAC.

Toulouse, le

16 DEC. 2010

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN

